



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

IRSN

INSTITUT DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

8 juillet 2022

BAROMÈTRE IRSN 2022 SUR LA PERCEPTION DES RISQUES ET DE LA SÉCURITÉ PAR LES FRANÇAIS. LA CONFIANCE DES FRANÇAIS DANS LES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES S'AMÉLIORE À HAUTEUR DE 64 % ET POUR LA PREMIÈRE FOIS, LA PRÉOCCUPATION PRINCIPALE DES FRANÇAIS EST LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE. SUR LES ENJEUX NUCLÉAIRES, 87 % DES FRANÇAIS EXIGENT UN HAUT NIVEAU DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET ILS SONT 91 % À ESTIMER : « IL FAUT METTRE À LA PORTEE DE TOUS UNE INFORMATION COMPREHENSIBLE SUR LES RISQUES DES INSTALLATIONS ».

L'enquête terrain du Baromètre 2022 s'est déroulée en novembre 2021, avant le début du conflit en Ukraine. Les résultats présentés ici sont par conséquent le reflet des opinions des Français avant cette guerre. C'est sur la base d'une nouvelle enquête en novembre prochain que le Baromètre 2023 permettra d'en identifier et d'en analyser en profondeur les effets sur la perception des risques par les Français par comparaison aux tendances de long terme fournies par le Baromètre.

Le Baromètre IRSN suit depuis plus de 30 ans la perception des risques et de la sécurité par les Français. En 2022, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur le nucléaire. Pour la sixième année consécutive, il s'ouvre à des personnalités extérieures qui viennent enrichir de leur point de vue l'analyse des résultats proposée par l'IRSN.

L'édition 2022 s'inscrit dans la continuité des éditions antérieures. Comme toutes les enquêtes depuis 1997, celle-ci a été menée à l'automne précédant la publication (du 15 au 22 novembre 2021) auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Le questionnaire est resté stable afin d'assurer la continuité des séries de données, avec des ajouts et retraits de questions à la marge. Les deux évolutions méthodologiques introduites l'an passé ont été reconduites cette année : tout d'abord, l'échantillon représentatif compte à nouveau 2 000 personnes au lieu de 1 000 les années antérieures, ce qui améliore la fiabilité des résultats ; par ailleurs, l'enquête est désormais réalisée sur internet alors que la collecte des résultats se faisait jusqu'à 2019 par des entretiens en face-à-face au domicile des personnes interrogées.

Les éléments saillants parmi les résultats de l'édition 2022

En 2021, le **dérèglement climatique** et la **santé** sont à égalité les deux **préoccupations principales** des Français, avec 22 % des réponses. Par rapport à 2020, la santé recule de 4 points tandis que le dérèglement climatique recueille 7 points de plus et se positionne pour la première fois à un tel niveau. Le terrorisme (10 %), au second rang l'an passé, est en recul au profit de l'insécurité (15 %). Il est également précédé cette année par « la grande pauvreté et l'exclusion » (13 %) et « l'instabilité géopolitique mondiale » (11 %).

Parmi les **préoccupations environnementales** principales, le **dérèglement climatique** poursuit sa course en tête. Avec 40 % des réponses (+ 1 point), il continue de creuser l'écart avec les deux sujets suivants que sont « la disparition d'espèces animales » (12 %) et « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (11 %).

MEMBRE DE
ETSON

Concernant la perception des catastrophes, les centrales nucléaires restent en 2021 les installations qui, selon les Français, risquent le plus de provoquer un accident grave dans l'Hexagone, mais elles recueillent avec 27 % des réponses leur score historiquement le plus faible. Viennent ensuite les stockages de déchets radioactifs (20 %) et les installations chimiques (18 %). Dans le contexte de pandémie de Covid-19, « les laboratoires de recherche sur les virus » atteignent un pic de 14 % (+ 1 point). Les **accidents de Tchernobyl et de Fukushima** restent pour leur part les catastrophes perçues comme les plus effrayantes avec respectivement 50 % et 20 % des réponses, devant le tsunami du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien (11 %).

L'**image de la science** et des **experts**, écornée début 2020 par la crise sanitaire, continue de s'améliorer. En 2021, 64 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (+ 3 points) et 54 % ont une bonne opinion des experts scientifiques (+ 4 points et + 10 points par rapport à mai 2020), tandis que 8 % en ont une mauvaise opinion (- 3 points). La qualité la plus attendue d'un expert reste la **compétence** (31 %), devant « l'honnêteté dans sa démarche scientifique » (26 %), en hausse et l'indépendance (22 %).

Les Français confirment leur attachement à un **recours des décideurs aux experts**. Ils sont 84 % à juger que l'existence du Conseil scientifique Covid-19 est une bonne chose (+ 2 points) et 61 % à estimer que les décideurs ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques (+ 4 points).

L'exigence d'un **accès large à une information de qualité** est réaffirmée en 2021. Les Français sont toujours 91 % à estimer qu'« il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques des installations » et sont 74 % à juger prioritaire que les organismes d'expertise rendent leurs **rapports publics** (+ 3 points). En revanche, 50 % d'entre eux ne souhaitent pas participer personnellement à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risque, et 39 % préfèrent que l'accès aux rapports soit réservé à des « médiateurs » comme les ONG ou les journalistes plutôt que d'y avoir accès eux-mêmes.

Parmi les 32 **situations à risque** suivies par le Baromètre en 2021, la **pollution de l'air** (71 % de risque « élevé ») rejoint le trio de tête pour la première fois depuis 2015. Elle se positionne derrière le cancer (78 %) mais devance le terrorisme (70 %), en tête l'an passé. Les **risques climatiques** s'installent à un niveau élevé par rapport à leurs moyennes historiques. Concernant les **sujets nucléaires**, les déchets radioactifs et les centrales confirment avec des scores respectifs de 48 % et 39 %, le niveau historiquement bas enregistré depuis trois ans.

Une nouvelle question introduite cette année pour mettre en perspective le risque perçu « pour les Français en général » avec le **risque « pour soi »** nous indique que le risque perçu pour soi est systématiquement **plus faible** que celui perçu pour la population en général. Le risque perçu comme le plus élevé « pour soi » est le cancer (51 % de risque « élevé »). La drogue enregistre le plus grand écart (44 points) entre le risque perçu « pour les Français en général » (69 %) et le risque perçu « pour soi » (25 %).

La **confiance** des Français dans les autorités pour les protéger des situations à risque est la plus élevée pour le **sida** (41 %), le terrorisme (38 %) et les accidents de la route (38 %). Elle reste la plus faible pour les pollutions diffuses.

Pour la troisième fois, le Baromètre a posé aux Français une question ouverte. Les personnes interrogées ont livré les cinq premiers mots que le terme « **vaccin** » leur évoquait. L'objectif était de déterminer quel type de notions les Français lui associent. Les résultats sont présentés sous forme de nuages de mots en page 40. Leur première analyse montre que les Français associent en priorité le mot « vaccin » à des **termes positifs** tels que protection, sécurité, ou prévention. Viennent ensuite des termes descriptifs (Covid, maladie, virus, ...) puis des registres optimistes avec espoir, solution, ou liberté. Les notions de crainte, de doute, voire de rejet (dictature, supercherie, arnaque, ...) sont également présentes, quoique plus en retrait.

Le Baromètre fait cette année encore le point sur l'avis que les Français ont sur le **nucléaire** et met en évidence une **opinion sensiblement plus favorable** que l'an passé. Le regard qu'ils portent a posteriori sur le programme nucléaire civil est devenu très bienveillant : 60 % (+ 7 points) affirment que « la construction des centrales a été une bonne chose », 16 % sont en désaccord. Ils sont plus favorables à la poursuite du nucléaire à long terme :

44 % sont pour **la construction de nouvelles centrales** (+ 15 points), tandis que 29 % sont contre. Enfin, 46 % sont désormais opposés à la **fermeture des centrales** (+ 14 points), tandis que 26 % y sont favorables.

Le regard plus favorable que les Français portent sur le nucléaire en 2021 semble se reporter sur la perception qu'ils ont des risques liés aux installations : les **impacts sanitaires et environnementaux** potentiels des installations nucléaires sont cette année à nouveau perçus comme plus faibles. Les Français sont 42 % à déclarer qu'« autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs », alors que la moyenne se situait à 23 % entre 2007 et 2018.

Les deux arguments principaux en faveur du nucléaire restent **l'indépendance énergétique** (36 %) et le faible coût de l'électricité (22 %). Le principal argument contre est à nouveau « **la production de déchets nucléaires** » (35 %), pour la deuxième fois seulement depuis 2009, devant « **le risque d'accident** » (26 %). Sur ce point, l'inversion intervenue l'an passé entre ces deux arguments a été confirmée.

Concernant la gestion des **déchets nucléaires**, une majorité des Français (68 %) affirme que la position qui lui semble « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». 6 % préfèrent « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 35 % estiment qu'il n'est aujourd'hui pas « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » (- 4 points) et 30 % pensent le contraire.

L'exigence d'un **haut niveau de sûreté** nucléaire est confirmée par 87 % des Français qui déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables » et 77 % qui jugent prioritaire de « **développer la recherche sur la sûreté** des réacteurs existants ».

Enfin, concernant la **compétence** et la **crédibilité** des acteurs du nucléaire, le **CNRS**, l'**ASN** et l'**IRSN** sont à nouveau perçus à la fois comme les plus compétents et les plus crédibles dans le domaine. Les organismes scientifiques, les experts et les exploitants sont perçus comme compétents et crédibles. Les acteurs perçus comme les moins crédibles et moins compétents en la matière restent les syndicats, les journalistes et les acteurs politiques.

Contact presse : Pascale Portes, Tél : 01.58.35.70.33, E-mail : pascale.portes@irsn.fr

L'IRSN, Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) – dont les missions sont désormais définies par la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV) – est l'expert public national des risques nucléaires et radiologiques. L'IRSN concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire et de protection de la santé et de l'environnement au regard des rayonnements ionisants. Organisme de recherche et d'expertise, il agit en concertation avec tous les acteurs concernés par ces politiques, tout en veillant à son indépendance de jugement.

L'IRSN est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de la Transition écologique, de la Recherche, de l'Énergie, de la Santé et de la Défense.